

Unité inter-Départementale Gard-Lozère  
89 rue Weber  
CS 52002  
30907 NÎMES cedex 2

Nîmes, le 15/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LES CARRIÈRES DE MONTDARDIER (LCM)**

Route de Campels - Lieu-dit Lascombes  
30120 Montdardier

Références : 2025-05-247  
Code AIOT : 0003700063

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement LES CARRIÈRES DE MONTDARDIER (LCM) implanté aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières 30120 Montdardier. L'inspection a été annoncée le 31/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

##### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LES CARRIÈRES DE MONTDARDIER (LCM)
- Lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières 30120 Montdardier
- Code AIOT : 0003700063
- Régime : Autorisation

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation de 2 gisements de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement ainsi qu'une station de transit de matériaux sont présentes in situ.

**Contexte de l'inspection :** Suite à mise en demeure

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la sous-Préfète du Vigan ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la sous-Préfète du Vigan, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Procédure d'acceptation préalable	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
9	Traçabilité des déchets externes entrants autorisés	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 9	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois
10	Traçabilité des terres excavées et sédiments externes entrants autorisés	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Fourniture d'un porter à connaissance	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1	/	Sans objet
2	Equipements abandonnés	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	Conditions particulières applicables à la station de transit	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Remblayage de carrière	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Admission des déchets inertes	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	Accusé d'acceptation	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Registre d'admission des déchets inertes	AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 8	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
11	Plan	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les nombreux manquements observés lors de l'inspection précédente réalisée le 28/06/2024 ayant conduit à l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024, ont tous été correctement levés.

L'inspection souligne néanmoins que les délais prescrits dans l'AP MD précité n'ont pas tous été respectés, notamment en ce qui concerne le Porter A Connaissance (PAC) déposé avec 2,5 mois de retard.

L'inspection souligne le travail de mise en conformité réalisé par l'exploitant concernant la gestion applicable en matière d'admission de déchets et/ou de terres excavées entrants, en vue notamment de l'intégration des données à téléverser dans le Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS). Il subsiste quelques correctifs (mineurs) à réaliser concernant le Document d'Acceptation Préalable et les registres.

Néanmoins, ces demandes de correction étant mineures, **les prescriptions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024 ayant été vérifiées dorénavant respectées, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever ladite mise en demeure.**

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fourniture d'un porter à connaissance

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, Fourniture d'un porter à connaissance

### **Prescription contrôlée :**

La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de régulariser les installations classées ainsi que les activités exercées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, par la fourniture d'un porter à connaissance conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les nouveaux phasages d'exploitation et de remise en état, les nouvelles modalités de réhabilitation, seront notamment inclus ainsi que le montant des garanties financières pour chaque phase quinquennale. Les activités réellement exercées in situ et installations classées relevant de rubriques de la nomenclature des ICPE doivent être régularisées ou cessées définitivement sous réserve d'une remise en état dûment justifiée.

### Dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement :

*I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

*1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;*

*2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;*

*3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.*

*La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.*

*II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.*

*S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.*

*III. - Pour les installations relevant de l'article L. 515-32 : .../...*

### **Constats :**

A l'échéance prescrite à l'article 1 de l'AP MD, soit à la mi février 2025, ainsi qu'au jour de l'inspection, aucun PAC n'a été déposé par l'exploitant.

Néanmoins, il convient de préciser qu'un courriel en date du 25/02/2025 a été transmis à l'inspection ainsi qu'un courrier à Mme la sous-Préfète du Vigan daté du 13/03/2025 ; y était notamment expliquée la principale raison du retard du dépôt dudit PAC, à savoir la sollicitation d'un bureau d'études dès l'été 2024 qui du fait d'un manque d'effectifs n'a pas pu formaliser le pac en respectant le délai prescrit. L'exploitant s'est engagé à le déposer au plus tard le 30/04/2025. En effet, ce PAC nécessite un gros travail sur le plan de phasage, celui-ci étant



particulièrement complexe sur ce site compte tenu des diverses demandes des clients (couleur, taille de pierres, etc).

Le dossier de porter à connaissance a été transmis par courrier du 30/04/2025 à Mme la sous-Préfète du Vigan, reçu le 2/05/2025, et concomitamment une version numérique a été transmise à l'inspection.

Outre les nouveaux phasages d'exploitation et de remise en état, les nouvelles modalités de réhabilitation, les nouveaux montants des garanties financières pour chaque phase quinquennale, objet de l'article 1 de l'AP MD, ledit PAC comprend également les deux demandes de modifications suivantes :

- une réduction des tonnages autorisés,
- une révision de la provenance des déchets inertes pouvant être accueillis sur site, sous réserve que ces déchets soient correctement triés par le producteur avant d'être admis.

**Malgré le retard, cette prescription relative à l'article R. 181-46 du code de l'environnement étant à ce jour considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 1 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

## N° 2 : Equipements abandonnés

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements abandonnés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 2017-07-060 du 10 juillet 2017, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Dispositions de l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 2017-07-060 du 10 juillet 2017 :</u></p> <p><i>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.</i></p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a vérifié que les équipements constatés abandonnés sur le site «Baume Tézounnières» lors de la précédente inspection ont tous été dûment évacués du site.</p> <p>L'exploitant a fourni à l'inspection les justificatifs d'évacuation desdits équipements vers des filières dûment agréées :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- facture NICOLLIN du 31/10/2024 correspondant au dépôt de 2 bennes de 30 m<sup>3</sup>,</li><li>- facture NICOLLIN du 30/11/2024 correspondant au retrait pour traitement de 3,78 t de DIB et 5,78 t de ferraille dont container de chantier ainsi qu'au dépôt d'une benne de 30 m<sup>3</sup>,</li><li>- facture NICOLLIN du 31/12/2024 correspondant au retrait pour traitement de 5,1 t de bois classe A,</li><li>- facture PLANCHER Environnement (07) du 31/10/2024 correspondant à l'évacuation immédiate de 6,56 t de bois classe A ainsi que de 4,98 t d'encombrants en mélange.</li></ul> <p><b>Cette prescription de l'article 1.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2017-07-060 du 10/07/2017 étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 2 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conditions particulières applicables à la station de transit**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions particulières applicables à la station de transit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 2017-07-060 du 10 juillet 2017, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral n° 2017-07-060 du 10 juillet 2017 :</u> <i>Les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées sont applicables.</i></p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a vérifié qu'à l'exception de quelques demandes de correction (mineures), les dispositions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées sont respectées (cf points de contrôle suivants n° 5, 6, 7 et 8).</p> <p><b>Cette prescription de l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2017-07-060 du 10/07/2017 étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 3 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Remblayage de carrière

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Remblayage de carrière

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

**Prescription contrôlée :**

La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dispositions de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié :

*I. - Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.*

*II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont :*

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.

*III. - Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.*

*L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.*

*L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.*

*L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser.*

**Constats :**

A l'échéance prescrite à l'article 4 de l'AP MD, soit à la mi décembre 2024, ainsi qu'au jour de l'inspection, aucun PAC n'a été déposé par l'exploitant concernant l'absence de remblayage du site.

L'exploitant explique cette absence de remblayage pour notamment plusieurs raisons :

- la sous-exploitation du site qui n'a pas permis de respecter les plans de phasage et de réhabilitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2017-07-060 du 10/07/2017, la côte minimale d'extraction n'ayant en effet pas encore été atteinte, la réhabilitation n'ayant en conséquence pas pu être entamée ;
- la part de recyclable au sein des matériaux inertes accueillis étant plus importante que prévue.

En effet, la quasi-totalité des matériaux inertes externes accueillis est valorisée avant d'être commercialisée. Seules les terres de découverte sont stockées au sud de la zone d'extraction « Baume Tézounnières » dans l'attente de la réhabilitation. Elles sont stockées sous forme d'un



merlon visuel qui permet de dissimuler les activités de la carrière et de mieux l'intégrer dans le paysage pendant toute la durée d'exploitation.

Cette modification relative à l'absence actuelle de remblayage, fait l'objet du dossier de PAC mentionné au point de contrôle n°1 ; le dossier de porter à connaissance a été transmis par courrier du 30/04/2025 à Mme la sous-Préfète du Vigan, reçu le 2/05/2025, et concomitamment une version numérique a été transmise à l'inspection.

Ce dossier comprend une demande de modification des conditions de remise en état avec notamment le démarrage du remblayage à compter de fin 2025.

Quant aux apports extérieurs de déchets, ils sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination. L'inspection a vérifié la présence, la mise à jour ainsi que les compléments apportés au registre sur lequel sont répertoriés ces données.

**Malgré le retard, cette prescription de l'article 12.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2017-07-060 du 10/07/2017 étant considérée respectée par le dépôt d'un PAC daté du 30/04/2025, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 4 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

## N° 5 : Procédure d'acceptation préalable

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 5

**Thème(s) :** Situation administrative, Procédure d'acceptation préalable

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024

**Prescription contrôlée :**

La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 :

*L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.*

*L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :*

- *qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;*
- *que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;*
- *que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.*

*Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.*

**Constats :**

L'inspection a constaté la mise en place d'une procédure d'accueil des déchets inertes, incluant une Demande d'Acceptation Préalable (DAP). Cette procédure a été présentée à l'inspection qui a pu vérifier sa mise en œuvre effective depuis janvier 2025.

Dans le cadre de cette DAP, le demandeur doit renseigner les données suivantes, permettant de disposer de tous les éléments nécessaires à l'appréciation de l'admissibilité des déchets :

- origine des déchets (parcelle cadastrale, site, type de chantier, adresse) ;
- nom, coordonnées et SIRET du producteur des déchets ;
- nom, coordonnées et SIRET du demandeur ;
- nom, coordonnées et SIRET du transporteur ;
- type et code des déchets ;
- tonnage ;
- date du premier dépôt ou de la durée du chantier.

L'inspection a vérifié la quasi complétude de divers DAP, par exemple du DAP 202501 associé au chantier de la gendarmerie du Vigan.

Quelques correctifs mineurs relatifs au DAP, précisés dans la rubrique "Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat" sont à réaliser. L'exploitant s'est engagé à les réaliser sous 1 mois.

Malgré une demande de correctifs mineurs, cette prescription de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 5 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant le SYMOMA, il convient de différencier les données pour chacun des 3 sites d'origine (Camprieu, Clunhy ou Molières) et donc de réaliser 3 DAP différents auxquels se référer.

Concernant la rubrique 3 du DAP, il convient de remplacer le terme "Demandeur" impropre par celui "Expéditeur".

Concernant la section cadastrale du chantier, en sus du numéro de parcelle, il convient de préciser la section.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

N° 6 : Admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Admission des déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 :</u> <i>Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</i> <i>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</i></p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a constaté la mise en place d'une procédure d'accueil des déchets inertes. Cette procédure a été présentée à l'inspection qui a pu vérifier sa mise en œuvre effective depuis janvier 2025.</p> <p>Dans le cadre du processus d'accueil des déchets inertes, après une double vérification des documents d'accompagnement du chargement (par la secrétaire du site "Lascombes" puis par le chauffeur du chargeur également en charge de l'accueil des inertes affecté au site "Baume Tézounnières"), un contrôle olfactif et visuel est réalisé afin de s'assurer de la conformité des déchets.</p> <p>L'inspection a vérifié auprès du chauffeur du chargeur également en charge de l'accueil des inertes de l'application en bonne et dûe forme de cette procédure.</p> <p><b>Cette prescription de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 6 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 7 : Accusé d'acceptation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Accusé d'acceptation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 :</u> <i>En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;</li><li>- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a contrôlé qu'un accusé d'acceptation est délivré par l'exploitant au transporteur des déchets.</p> <p>Depuis février 2025, un carnet à souche a été mis en place pour délivrer les bordereaux d'acceptation des déchets inertes, accompagnés de feuillets supplémentaires destinés à la facturation et au registre d'accueil des inertes (feuillets roses et jaunes).</p> <p>À la suite du contrôle olfactif et visuel et, en cas d'acceptabilité des déchets, un bordereau d'accueil des déchets inertes renseignant la quantité de déchets admise ainsi que la date et l'heure de l'acceptation des déchets, est délivré au transporteur qui doit le signer et le conserver comme preuve de dépôt.</p> <p>L'exploitant conserve les deux autres feuillets, l'un pour la facturation et l'autre pour le classement du dépôt dans le registre des inertes.</p> <p>En cas de non-conformité après ce contrôle, le dépôt est rechargé pour renvoi et également accompagné d'un bordereau de refus renseignant le motif et signé par le déposant.</p> <p><b>Cette prescription de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 7 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 8 : Registre d'admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre d'admission des déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 :</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission.</p> <p>Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 [NDR : abrogé par l'arrêté du 31 mai 2021] sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'accusé d'acceptation des déchets ;</li><li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li><li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li></ul> <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection a vérifié la tenue à jour d'un registre d'admission des déchets.</p> <p>Y sont notamment consignés l'accusé d'acceptation des déchets, le résultat du contrôle visuel et olfactif, la vérification des documents d'accompagnement ainsi que - le cas échéant - le motif de refus d'admission.</p> <p>L'inspection a constaté une ligne grisée du registre correspondant au refus de 8,5 t de matériaux inertes en provenance du site Cluny du SYMTOMA, le 29/01/2025 en raison de la présence de placo plâtre, polystyrène, plastique, câbles, amiante, bois, ferraille et laine de verre.</p> <p>Ce registre est numérique et est renseigné par la secrétaire.</p> <p>Cette prescription de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 de la nomenclature des installations classées étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 8 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 9 : Traçabilité des déchets externes entrants autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Traçabilité des déchets externes entrants autorisés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 :</u></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) <u>Concernant la date d'entrée dans l'établissement</u> : la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;</p> <p>b) <u>Concernant la dénomination, nature et quantité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R.1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li></ul> <p>c) <u>Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li></ul> <p>d) <u>Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li></ul>

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro desaisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

L'inspection a constaté la présence d'un registre numérique des déchets inertes entrants, opérationnel depuis le 01/01/2025.

Concernant la traçabilité des déchets externes entrants autorisés, l'inspection souligne la présence des informations suivantes :

- la date d'entrée dans l'établissement,
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement, le numéro du bordereau de suivi de déchets (numéro chronologique du carnet à souche effectif depuis le 01/02/2025), la quantité de déchet entrant exprimée en tonne,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du transporteur.

Il convient de préciser que concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet, l'ensemble des informations réglementaires existent mais ne sont pas compilées via le registre ; en effet, grâce à la référence du DAP, il est possible d'obtenir la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet mais celles-ci ne sont pas éditées sur le registre "papier" tenu à la disposition de l'inspection.

Par contre, l'ensemble des données sont bien téléversées des données dans l'application nationale RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments).

Quelques correctifs mineurs, précisés dans la rubrique "Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat" sont à réaliser. L'exploitant s'est engagé à les réaliser sous 1 mois. Par exemple, l'opération de traitement effectuée par L.C.M. , ne correspond pas aux codes internes A, B ou C fonction de la zone de dépôt puis de l'opération de traitement qui sera réalisée par L.C.M. ; A et B destinés à être valorisés puis commercialisés tandis que C destiné au remblayage. Il s'agit d'indiquer le code de traitement (R/D) correspondant aux opérations de valorisation (R) et d'élimination (D) énumérées dans les annexes II A et II B de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 modifiée.

**Malgré une demande de correctifs mineurs, cette prescription de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 9 de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant la dénomination usuelle du déchet, il convient de modifier la colonne "RefCode" dans laquelle est systématiquement inscrit "Dépôt - inertes - propre" par la dénomination associée au code déchets .

Concernant l'opération de traitement effectuée par L.C.M. , il s'agit d'indiquer le code de traitement (R/D) correspondant aux opérations de valorisation (R) et d'élimination (D) énumérées dans les annexes II A et II B de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 modifiée, par exemple :

- R 13 Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R 1 à R 12 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production des déchets)
- D 1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge)
- D 5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles)



étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement)

- D 12 Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine)
- D 13 Regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12
- D 14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 13
- D 15 Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 14 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production des déchets)
- etc

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

N° 10 : Traçabilité des terres excavées et sédiments externes entrants autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 06/08/2024, article 10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Traçabilité des terres excavées et sédiments externes entrants autorisés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La SARL Les Carrières de Montdardier est mise en demeure de se conformer pour ses installations exploitées aux lieux-dits Lascombes et Baume Tézounnières sur le territoire de la commune de Montdardier, aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p><u>Dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 :</u></p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.</p> <p>Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) <u>Concernant la date d'entrée dans l'installation</u> : - la date de réception ;</p> <p>b) <u>Concernant la dénomination, nature et quantité</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;</li><li>- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</li><li>- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ;</li><li>- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;</li></ul> <p>c) <u>Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;</li><li>- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;</li><li>- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de</li></ul>

récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

**d) Concernant l'opération de traitement :**

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;
- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence d'un registre numérique des déchets inertes entrants, opérationnel depuis le 01/01/2025.

Concernant la traçabilité des terres excavées externes entrants autorisées, l'inspection souligne la présence des informations suivantes :

- la date d'entrée dans l'installation,
- le code des terres excavées entrants au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement, le numéro du bordereau de suivi de déchets (numéro chronologique du carnet à souche effectif depuis le 01/02/2025), la quantité de terres excavées entrants exprimée en tonne,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets, la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du transporteur.

Il convient de préciser que concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet, l'ensemble des informations réglementaires existent mais ne sont pas compilées via le registre ; en effet, grâce à la référence du DAP, il est possible d'obtenir la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet mais celles-ci ne sont pas éditées sur le registre "papier" tenu à la disposition de l'inspection.

Par contre, l'ensemble des données sont bien téléversées des données dans l'application nationale RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments).

Quelques correctifs mineurs, précisés dans la rubrique "Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat" sont à réaliser. L'exploitant s'est engagé à les réaliser sous 1 mois. Par exemple, comme déjà mentionné au point de contrôle n° 5, il convient de préciser la section de la parcelle (en sus de son numéro). De plus, une information relative au classement du terrain dont les terres sont excavées en Secteur d'Information sur les Sols (SIS) doit être mentionnée et enfin, à l'instar de ce qui est précisé au point de contrôle n° 9, l'opération de traitement effectuée par L.C.M. , ne correspond pas aux codes internes A, B ou C fonction de la zone de dépôt puis de l'opération de traitement qui sera réalisée par L.C.M. ; A et B destinés à être valorisés puis commercialisés tandis que C destiné au remblayage. Il s'agit d'indiquer le code de traitement (R/D) correspondant aux opérations de valorisation (R) et d'élimination (D) énumérées dans les annexes II A et II B de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 modifiée.

**Malgré une demande de correctifs mineurs, cette prescription de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement étant considérée respectée, il est proposé à Madame la sous-Préfète du Vigan de lever l'article 10 de l'arrêté préfectoral portant**

**mise en demeure n° 30-2024-08-034 du 6/08/2024.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Concernant la dénomination usuelle du déchet, il convient de modifier la colonne "RefCode" dans laquelle est systématiquement inscrit "Dépôt - inertes - propre" par la dénomination associée au code déchets .

Concernant la section cadastrale du chantier, en sus du numéro de parcelle, il convient de préciser la section.

Concernant la mention comme quoi les terres excavées proviennent ou non d'un terrain placé en Secteur d'Information sur les Sols (SIS) et - le cas échéant - l'identifiant dudit terrain et l'analyse chimique des terres excavées prouvant comme quoi ces terres excavées sont acceptables (cf DAP).

Concernant l'opération de traitement effectuée par L.C.M. , il s'agit d'indiquer le code de traitement (R/D) correspondant aux opérations de valorisation (R) et d'élimination (D) énumérées dans les annexes II A et II B de la directive n° 2008/98/CE du 19/11/08 modifiée, par exemple :

- R 13 Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R 1 à R 12 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production des déchets)
- D 1 Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge)
- D 5 Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement)
- D 12 Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine)
- D 13 Regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12
- D 14 Reconditionnement préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 13
- D 15 Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 14 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production des déchets)
- etc

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Demande d'action corrective**

**Proposition de délais : 1 mois**



**N° 11 : Plan**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Plan
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie.  Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li><li>- les bords de la fouille ;</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li><li>- les zones remises en état ;</li><li>- la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection deux plans topographiques / de nivellement datés du 26/06/2024, réalisés par le géomètre-expert Thierry Gazan.  Y sont notamment cartographiées : les limites du périmètre ICPE et de la zone d'extraction, les bords de la fouille, quelques côtes altmétriques.  A noter que les zones remises en état n'y figurent pas, les 2 sites n'ayant pas encore été remis en état par remblayage.  L'exploitant précise à l'inspection que les prochains relevés seront réalisés en juin 2025 (prestation déjà commandée).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il convient de faire corriger le nom du plan dédié au gisement "Lascombes" ; en effet, ce dernier est mal nommé car il est mentionné "Lauzières - Baume Tézounnières".  A l'occasion de la réalisation des prochains plans, l'exploitant s'est engagé à faire corriger ce libellé et à faire quelques relevés supplémentaires au niveau de la zone granulats du gisement Lascombes, même s'il précise à l'inspection que la côte de référence est celle du point bas de la piste (609,28 m NGF).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite